

l'on semble vouloir avancer, à pas lents peut-être, mais d'une façon qui paraît assez certaine sur la voie d'une paix, à laquelle tout le monde soupire, on nous répond qu'il y a pénurie de contrats. Eh bien, je ne vois pas pourquoi il ne serait pas temps que l'on prenne ces profits, que nous avons accumulés, et que l'on convertisse ces usines de guerre en usine de paix, donnant du même coup à notre population ce dont elle a besoin, c'est-à-dire l'emploi qu'elle sollicite.

Monsieur le président, le 1^{er} juin dernier je me suis fait le porte-parole d'un nombre considérable des électeurs que j'ai l'honneur de représenter et de ceux des comtés environnants, en demandant à l'honorable ministre de bien vouloir réclamer au moins une enquête judiciaire, s'il ne veut pas établir une commission d'enquête royale, sur certaines irrégularités qui se produisent aux deux arsenaux déjà mentionnés, soit ceux de Québec et de Val-Cartier, d'où une quantité considérable de marchandises sont escamotées et consommées au profit personnel de quelques-uns.

L'hon. M. Lesage: L'honorable député me permet-il de lui poser une question?

M. Dufresne: Certainement.

L'hon. M. Lesage: L'honorable député aurait-il des renseignements précis au sujet des appropriations illégales dont il vient de parler?

M. Dufresne: Monsieur le président, en réponse à l'honorable ministre (M. Lesage), je dirai que j'ai rencontré, depuis un certain temps, un grand nombre de personnes qui ont travaillé dans les arsenaux et qui y travaillent encore; j'ai à mon bureau une correspondance volumineuse à ce sujet et, au fait, on m'a fourni des noms. Mais, on admettra que je ne suis tout de même pas un détective du Gouvernement et que ce n'est pas à moi à faire enquête.

J'exige maintenant ce que j'ai déjà réclamé, en ma qualité de représentant de la ville de Québec, soit la tenue d'une enquête sérieuse relativement à certaines irrégularités qui se sont produites, je le répète, et qui continuent de se commettre quotidiennement aux arsenaux de Québec et de Val-Cartier. Je demandais ceci le 1^{er} juin; nous sommes rendus au 15 juillet et rien n'a été fait, et je continue pourtant de recevoir encore de la correspondance par laquelle on me demande ce que le gouvernement entend faire et me priant de bien vouloir me faire le porte-parole des honnêtes gens de la ville de Québec...

M. Gour (Russell): Nous sommes aussi honnêtes qu'eux.

[M. Dufresne.]

M. Dufresne: ... afin que le gouvernement s'empresse de faire l'enquête nécessaire dans ces différents arsenaux.

L'hon. M. Lesage: L'honorable député me permet-il de lui poser une autre question?

M. Dufresne: Certainement.

L'hon. M. Lesage: L'honorable député ne croit-il pas qu'il serait de son devoir de transmettre aux autorités compétentes les renseignements qu'il possède, plutôt que d'essayer de se faire du capital politique avec une telle question?

M. Dufresne: Monsieur le président, du capital politique je n'en ai pas besoin. Ma seule façon de me faire du capital politique, c'est de continuer à remplir le mandat que m'ont confié les électeurs de Québec-Ouest, comme je le fais depuis le 10 août 1953. L'honorable ministre du Nord canadien et des Ressources nationales en aura plus besoin que moi lors des prochaines élections, car ça ne sent pas trop bon dans Montmagny-L'Islet.

L'hon. M. Lesage: Ce n'est pas étonnant, si vous en arrivez!

M. Dufresne: Non, monsieur le président, mais il faut admettre que l'honorable ministre y était depuis nombre d'années et c'est pour cela que l'odeur est fanée.

Monsieur le président, je demandais une enquête... L'honorable député de Labelle (M. Roy) semble avoir beaucoup de plaisir; il y a assez longtemps qu'il n'était pas venu à la Chambre.

M. Gauthier (Nickel-Belt): Il était allé prendre un "quick one".

M. Gour (Russell): Il est ici aussi souvent que vous l'êtes.

M. Dufresne: Vous connaîtrez la semaine prochaine la raison de mon absence, la semaine dernière.

Monsieur le président, je réclame une fois de plus l'enquête que j'ai demandée le 1^{er} juin dernier. Je répète que cette enquête a été demandée il y a déjà un mois et demi et le Gouvernement, comme toujours, fait la sourde oreille. La marchandise continue de sortir des arsenaux de Val-Cartier et de Québec et des honnêtes gens, qui n'ont rien à voir dans cette affaire, sont soupçonnés alors que certains gros bonnets, si l'on faisait une enquête sérieuse, auraient à répondre de ces irrégularités. Mais, on le sait, ce sont toujours les petits qui sont victimes de certaines autorités.

Monsieur le président, c'est le seul sujet que je voulais traiter en ce qui concerne ce poste de *Canadian Arsenals*. J'espère que le